

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL N° 07-07/2021

Date de convocation et d'affichage : 28 janvier 2021

Objet : Adhésion au service de Conseil en Energie du SDED, Territoire d'Energie Drôme.

L'an deux mil dix-vingt-et-un et le deux février à 19 heures, le Conseil Municipal de la commune de Clérieux régulièrement convoqué par le Maire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes pour des raisons sanitaire, sous la présidence de Monsieur LARUE Fabrice, Maire.

Présents : Mrs, Mmes LARUE Fabrice – ANGE Josianne – GIROT Dominique – JUVENON Marie-Hélène – COMBRISSEON Jean-Luc – MANGIONE Sylvie – WOZNIAK Jean-Marie – BANC Jean-Pierre – ROUX Nicolas – LABLANQUI Jean-Marie – GRANGER Anne-Marie – BOISSIEUX Thierry – GARO Carine – AUROUX François – BABILLON Agnès – SALATA Philippe.

Excusés : VANDECASTEELE Corinne – VEY-FARCE Cathy – ROBIN Christelle

Absents : Néant

Procuration : VANDECASTEELE Corinne à BABILLON Agnès – VEY-FARCE Cathy à Sylvie MANGIONE – ROBIN Christelle à ANGE Josiane

Jean-Marie WOZNIAK a été élu secrétaire de séance.

- ◆ Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- ◆ Vu le règlement proposé par le SDED et annexé à la présente délibération,

Considérant que depuis plusieurs années le SDED, Territoire d'énergie Drôme, s'implique aux côtés des communes drômoises pour contribuer à la maîtrise de la dépense énergétique du patrimoine bâti public (bilans énergétiques, accompagnements opérationnels, valorisation des Certificats d'Economies d'Energie).

Considérant qu'en vertu de l'article L2224-31 du CGCT qui fixe le cadre des actions relatives aux économies d'énergie que peuvent faire réaliser les Autorités Organisatrices de Distribution de l'Energie (AODE), le SDED a adopté, en Comité syndical du 9 juin 2017, le règlement d'attribution d'une aide financière aux petits travaux d'économies d'énergie en faveur des collectivités membres.

Considérant que, celui-ci vient soutenir les dépenses répondant aux critères des Certificats d'Economies d'Energie (CEE). Son taux annuel est de 50 % jusqu'à une dépense éligible de 20 000 € HT et de 20 % supplémentaires jusqu'à 50 000 € HT.

Considérant qu'en contrepartie, le SDED récupère la propriété des CEE obtenus à l'issue des travaux.

Considérant que, pour bénéficier de ce dispositif, la commune s'engage à adhérer jusqu'au 31 décembre 2021 au service de Conseil en Energie du SDED, lui permettant d'accéder à une connaissance précise des consommations du patrimoine communal, à des conseils sur les améliorations énergétiques à réaliser et à pouvoir solliciter chaque année civile une aide financière pour ses travaux éligibles.

Considérant que, l'adhésion s'élève à 0,20 €/hab et par an pour une commune rurale (au sens de la TCCFE) et à 0,50 €/hab et par an pour une commune urbaine.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE d'approuver le règlement d'intervention du SDED pour les actions tendant à maîtriser la demande d'énergie sur le territoire, joint en annexe.

DECIDE d'adhérer au service de Conseil en Energie du SDED, à raison de 0,20 €/hab pour une population totale de 2 084 habitants (chiffres INSEE en vigueur eu 1^{er} janvier 2021), soit un montant de 416,80 € par an, renouvelable chaque année civile jusqu'au 31 décembre 2021.

DECIDE de céder au SDED les Certificats d'Economies d'Energie (CEE) issus des travaux réalisés.

Ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits par les membres du Conseil Municipal soussignés.

Extrait certifié conforme.

Fait à Clérieux, le 3 février 2021.

Le Maire
Fabrice LARUE



Règlement et modalités d'intervention pour les actions tendant à maîtriser la demande d'énergie sur le territoire

Préambule

En application des engagements mondiaux pris par la COP21, ainsi que des objectifs européens et nationaux, le SDED, Territoire d'énergie Drôme, met en place des mesures visant à lutter contre le réchauffement climatique au travers notamment d'un volet efficacité énergétique.

Dans le but d'aider les collectivités drômoises à mettre en œuvre leur plan d'action sur la transition énergétique, Territoire d'énergie Drôme engage un dispositif d'accompagnement aux investissements d'économie d'énergie dans le patrimoine bâti public.

Ce dispositif s'appuie sur l'article L2224-31 du CGCT qui fixe le cadre des actions relatives aux économies d'énergie que peut faire réaliser le SDED en tant qu'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Electricité et de Gaz.

Dispositions du règlement

Article 1 – Bénéficiaires

Lorsque les Collectivités membres sont adhérentes au « service de Conseil en Energie du SDED », le syndicat peut apporter une aide aux travaux d'économie d'énergie **dans les bâtiments existants**.

Cette adhésion donne accès à un accompagnement technique et financier, apportant d'une part, un pré-diagnostic et un conseil d'aide à la décision, et d'autre part, un fonds de concours visant à inciter les actions de rénovation énergétique du patrimoine bâti public.

L'adhésion s'élève à :

- 0,20 € par habitant et par année civile pour les communes rurales (au sens de la TCCFE),
- 0,50 € par habitant et par année civile pour les communes urbaines (au sens de la TCCFE),

jusqu'au 31 décembre 2021.

Article 2 – Travaux éligibles

Les travaux éligibles sont notamment répartis dans les catégories suivantes :

1. Isolation contre le froid et la chaleur
2. Systèmes de production de chaleur et d'eau chaude sanitaire
3. Ventilation
4. Systèmes de régulation / programmation
5. Eclairage intérieur
6. Equipements techniques performants

Les travaux concernant les projets neufs ou les extensions **ne sont pas éligibles**.

Les types d'intervention, leurs critères techniques et leur périmètre de financement sont définis à partir des fiches d'opérations standardisées nationales applicables aux certificats d'économies d'énergie (CEE) regroupées dans un référentiel technique.

Article 3 – Montant du soutien financier

Le calcul du montant (HT) des travaux pouvant bénéficier des aides de SDED concerne uniquement la part des dépenses générant des économies d'énergie, dont le périmètre est défini dans le référentiel technique.

L'aide attribuée sur la base des dépenses retenues est plafonnée à **16 000 € par an et par bénéficiaire**, selon les modalités suivantes :

| Montant annuel de la dépense (HT) retenue | Taux de subvention |
|---|----------------------|
| ○ de 0,00 € à 20 000,00 € | 50 % |
| ○ de 20 000,00 € à 50 000,00 € | 20 % supplémentaires |

Les dépenses éligibles excédant le plafond peuvent faire l'objet d'une valorisation complémentaire de certificats d'économies d'énergie (CEE) selon les modalités en vigueur appliquées par le SDED.

Ces montants s'entendent pour une année civile, en cumulant éventuellement plusieurs opérations.

Article 4 – Propriété des certificats d'économies d'énergie (CEE)

Les CEE générés par les travaux financés sont propriété du SDED. A cet effet la collectivité remet au SDED les pièces nécessaires à leur enregistrement en son nom.

Article 5 – Dépôt des demandes et instruction

Les demandes pourront être déposées tout au long de l'année.

Dans un premier temps, un accompagnement technique du SDED, Territoire d'énergie Drôme, permet d'aider le membre à définir le programme de travaux à réaliser et le contenu du dossier technique à transmettre.

Dans un second temps, la demande de financement est transmise au SDED. Elle doit être faite avant toute signature de devis ou d'engagement à réaliser les travaux.

Les dossiers seront instruits dans l'ordre d'arrivée, à compter de leur date de complétude.

Article 6 – Attribution

Le Bureau Syndical du SDED se prononce sur l'attribution de l'aide financière.

Une lettre de notification précise le montant de l'aide attribuée et, le cas échéant, les dispositions particulières relatives à l'opération.

La validité des aides financières prend fin au 30 novembre de la deuxième année consécutive à la notification d'attribution.

Article 7 - Versement de la subvention

La subvention est plafonnée au montant notifié. Elle est versée après service fait, au vu des justificatifs prévus dans le dossier de demande, et notamment des pièces permettant l'enregistrement des CEE, ainsi que d'un tableau global de financement de l'opération.

En cas de défaut, la subvention sera annulée.

Le maximum cumulé des subventions publiques perçues par le bénéficiaire pour une opération est de 80 %.

Article 8 – Communication

Le bénéficiaire de l'aide financière s'engage à faire mention de la participation du SDED sur tout support de communication relatif à l'opération aidée en apposant le logo du SDED ainsi que dans les communiqués de presse.

Article 9 – Prise d'effet

Le présent règlement prend effet à la date de son adoption par le Comité syndical.